

Janos Ader remplace Pal Schmitt à la présidence de la Hongrie

de Corinne Deloy

Résultats

Un nouveau président

Janos Ader (Alliance des jeunes démocrates, FIDESZ) a été élu le 2 mai dernier président de Hongrie au Parlement par 262 voix, contre 40. La nouvelle Constitution, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2012, a en effet modifié le nom de la République de Hongrie en seule « Hongrie ».

Les députés du Parti socialiste (MSZP) et le parti Faire de la politique autrement (LMP) se sont abstenus et ceux du Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) ont voté contre Janos Ader. Le leader du LMP, Benedek Javor, a qualifié l'élection présidentielle de « jeu ». Pour le président du MSZP, Attila Mesterhazy, « le Premier ministre Viktor Orban a commis une 2e erreur dans le choix du président ». « Janos Ader a élaboré la réforme du système judiciaire qui a été sévèrement critiquée par la Commission de Venise, ainsi que la nouvelle loi électorale. Nous aurions préféré que la FIDESZ trouve une personnalité conservatrice certes mais reconnue et réputée » a-t-il ajouté. Gabor Vona, leader du Jobbik, a demandé que le chef de l'Etat soit élu directement par le peuple « car le préjudice pour la fonction (consécutif à la démission de Pal Schmitt) est tel qu'un simple changement de tête sera insuffisant ». « L'élection présidentielle est un jeu interne joué par la FIDESZ, une simple tactique » a déclaré Zoltan Balczó, vice-président du Jobbik.

Janos Ader avait été désigné candidat le 16 avril dernier par le Premier ministre Viktor Orban (FIDESZ) et était le seul candidat en lice pour cette élection présidentielle.

Selon la loi électorale hongroise, le chef de l'Etat est élu par l'Országgyűlés, chambre unique du Parlement, à la majorité des 2/3 (que la FIDESZ détient actuellement). Si aucun candidat ne peut être désigné après 2 tours de scrutin, le lendemain du premier vote, un 3e tour est organisé pour lequel seule la majorité simple est requise pour être élu. Le nouveau président doit prendre ses fonctions dans les 8 jours suivant l'annonce officielle des résultats de son élection.

La FIDESZ doit parvenir à restaurer au plus vite la confiance des Hongrois dans leur président. Une tâche ardue après le scandale qui a entraîné la démission du précédent chef de l'Etat, Pal Schmitt, qui a toujours été un soutien de poids à politique de Viktor Orban.

L'affaire Pal Schmitt

Pal Schmitt a démissionné de ses fonctions le 2 avril dernier après avoir été accusé de plagiat dans la rédaction de sa thèse de doctorat de l'université Semmelweis de Budapest rédigée en 1992 et consacrée aux Jeux Olympiques. L'établissement lui a retiré son titre de docteur le 29 mars dernier. Le président de l'université, Tivadar Tulassay, a démissionné de son poste à la suite de cette affaire qui a été révélée par l'hebdomadaire HVG au début du mois de janvier dernier.

Pal Schmitt est accusé d'avoir plagié plusieurs auteurs, dont Nikolaï Georgiev. Il aurait en partie recopié 180 des 215 pages d'un texte de cet expert bulgare et 17 autres dans leur intégralité.

La commission qui a étudié le dossier a imputé la responsabilité de l'affaire au jury de thèse dont 2 membres appartenaient à l'Académie olympique hongroise, institution sous tutelle du Comité olympique national, alors présidé par Pal Schmitt. Le comité a annoncé l'ouverture d'une enquête pour déterminer si des sanctions doivent être prises.

L'ancien président de la République a affirmé avoir fait un travail honnête et jugé que l'université n'avait pas le droit de le priver de son titre de docteur sans même l'avoir entendu. Il a mis en avant le fait qu'il y a 20 ans, époque de la rédaction du manuscrit, les exigences de l'université pour la rédaction d'une thèse de doctorat étaient différentes de celles en vigueur actuellement.

« Puisque selon la Constitution que j'ai moi-même signée, la personne du président doit représenter l'unité de la nation hongroise et que ma personne est malheureusement devenue synonyme de division, je sens que mon devoir est de rendre mon mandat présidentiel. Dans l'intérêt de la Hongrie et de l'unité nationale, je démissionne de mon poste de président » a déclaré Pal Schmitt le 2 avril dernier. Une décision que le Parlement a acceptée par 338 voix contre 5. 6 députés se sont abstenus.

Pal Schmitt a annoncé son intention de préparer une nouvelle thèse de doctorat sur le respect de l'environnement dans le sport.

La fonction présidentielle

Le Président de Hongrie est élu au scrutin secret par les membres du Parlement au moins 30 jours avant l'expiration du mandat du chef de l'Etat sortant pour une durée de 5 ans. La Constitution lui interdit d'effec-

tuer plus de 2 mandats consécutifs. Les candidats à la magistrature suprême doivent être obligatoirement âgés de 35 ans révolus.

Le président est le commandant en chef des forces armées, il nomme les ambassadeurs et les ministres plénipotentiaires ainsi que le président et les vice-présidents de la Banque centrale de Hongrie et les recteurs des universités. Le chef de l'Etat peut assister aux séances de l'Orszaggyules et des commissions parlementaires, prendre l'initiative d'un référendum, refuser de signer les lois et les renvoyer devant le Parlement ou devant le tribunal constitutionnel. Il peut enfin dissoudre l'Orszaggyules.

Qui est Janos Ader ?

Agé de 53 ans, Janos Ader, originaire de Csorna, ville située près de la frontière autrichienne, est diplômé de l'université Lorand-Eötvös de Budapest. Il a travaillé entre 1986 et 1990 comme assistant de recherche à l'institut de recherche sociologique de l'Académie des sciences de Hongrie.

Il est l'un des fondateurs de la FIDESZ en 1988, dont il a, plus tard, été président par intérim (2002-2003), et entretient d'étroites relations avec le Premier ministre Viktor Orbán. Régulièrement élu député (en 1990 pour la première fois), il sera président du Parlement entre 1998 et 2002 lors du premier mandat de Viktor Orbán au gouvernement puis président du groupe parlementaire de la FIDESZ entre 2002 et 2006. Janos Ader est devenu membre du Parlement européen en 2009.

Il est le rédacteur de deux lois récentes très controversées : la nouvelle loi électorale qui favorise fortement les « grands » partis et la réforme du système judiciaire.

« Le principal critère de l'élection de Janos Ader est sa loyauté à la majorité gouvernementale » a déclaré Orsolya Szomszed de l'institut NezoPont. « Viktor Orbán a confié la présidence du pays à un fidèle, poursuivant sa pratique de nommer des alliés à la tête des institutions indépendantes » a souligné Peter Kredó du think tank Political Capital. Kornelia Magyar, directeur de l'Institut progressiste hongrois, voit Janos Ader comme un président « plus autonome que Pal Schmitt » mais aussi « un homme politique de carrière qui appartient à la FIDESZ depuis sa fondation, il s'ensuit que sa loyauté ne peut être remise en question même s'il a déjà eu des désaccords avec Viktor Orbán ». Enfin, Attila Juhász, analyste du think tank Political Capital, a affirmé : « Au vu de sa carrière politique, vous ne devez pas vous attendre à ce qu'il devienne un contrepouvoir et résiste au Premier ministre. Janos Ader ne sera pas un contrepoids à l'agenda du gouvernement ».

« Je veux dire aux pays voisins et à nos alliés de l'Union européenne et de l'OTAN que nous leur offrons notre amitié et notre respect, ce qui veut dire que nous attendons d'eux le même respect et la même amitié en retour » a souligné Janos Ader en prêtant serment devant les parlementaires. « Nous pouvons avoir des valeurs différentes, des convictions différentes, une foi différente mais nous avons tous le même pays et c'est la Hongrie. La patrie avant tout ! » a déclaré celui qui devient le plus jeune président du pays depuis la chute du communisme en 1989.

Le nouveau président de Hongrie entre en fonction le 10 mai.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.